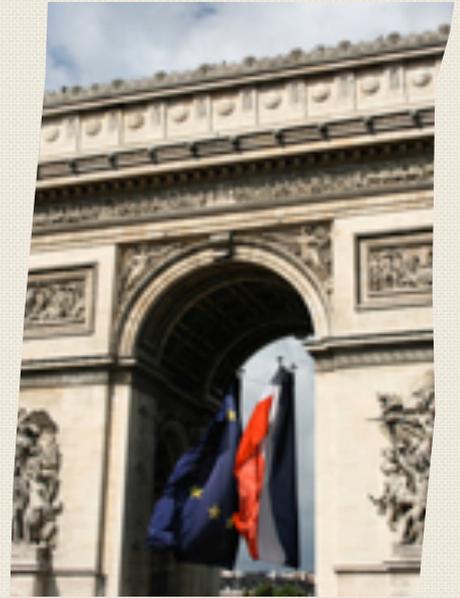


# LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 11 SEPTEMBRE 2017

## SOMMAIRE

- 1) **Qui l'eut cru !**
- 2) **Il répond à sa sérénité..**
- 3) **Les territoriaux tous des feignasses !!**
- 4) **La trahison de Macron**
- 5) **Il demande une commission d'enquête...**



Gérard Diez La Presse en Revue

## I) Régressif, vieillot, conservateur : deux économistes se paient Macron



L'ex-ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, est étrillé par deux économistes.  
ERIC PIERMONT/AFP

## **Novateur Macron? Certainement pas! Pour Thomas Porcher et Frédéric Farah, auteurs d'Introduction inquiète à la Macron-économie, il n'est que l'avatar d'une idéologie vieillotte, régressive et binaire.**

Ne vous laissez pas séduire par son jeune âge, sa gueule de jeune premier et son story-telling de "réformateur au franc-parler". Derrière l'image de l'homme politique "innovateur et audacieux" qu'Emmanuel Macron façonne minutieusement, se cacherait en réalité un homme politique aux idées régressives, vieillottes et binaires. Voici la thèse pour le moins à contre-courant des deux économistes plutôt classés à gauche, Thomas Porcher\* et Frédéric Farah\*. Ils sont les auteurs d'Introduction inquiète à la Macron-économie, un ouvrage critique de la rhétorique d'Emmanuel Macron, qui sera publié le 6 octobre aux éditions des Petits matins.

Leur méthode? Décrypter en 13 chapitres, 13 formules qui ont contribué à rendre célèbre l'ancien locataire de Bercy, afin de les confronter à leur vision de l'économie, radicalement différente de celle d'Emmanuel Macron. "On voulait montrer que derrière les phrases chocs qui paraissent de bon sens, ses raisonnements économiques n'ont rien de nouveau. Ils sont mis en place depuis pratiquement une trentaine d'années et ne donnent aucuns résultats", explique Thomas Porcher, membre des économistes atterrés.

L'analyse se fonde sur une méthode simple: la confrontation des idées de Macron à l'épreuve des décisions économiques prises depuis 1945 et les résultats qu'elles auraient démontré en France et dans le monde. "C'est important de le faire car la mémoire concernant les effets des politiques appliquées semble de plus en plus courte", ajoute Thomas Porcher.

### **C'est dans les vieux pots qu'on fait les pires soupes**

"L'Etat doit continuer à donner plus de souplesse au marché du travail", assène l'ex-ministre de l'Economie ? "Une analyse de ces trente

dernières années montre au contraire que 17 réformes visant à flexibiliser le marché du travail français ont été mises en place entre 2000 et 2013, sans que le chômage ne recule", rétorquent les deux auteurs. Ils rappellent au passage qu'il n'existe pas de consensus scientifique sur la corrélation entre flexibilité du marché de l'emploi et niveau de chômage.

"Si j'étais chômeur je n'attendrais pas tout de l'autre", est une autre petite phrase qui exaspère les deux auteurs. "Si l'on suit le raisonnement de l'ex-ministre de l'Economie, il y aurait donc d'un côté des 'travailleurs courageux' acceptant un salaire faible pour travailler coûte que coûte, et de l'autre des 'fainéants', qui, au même salaire, préfèrent le loisir. Or à l'épreuve des faits, cette représentation du chômeur paresseux ne tient pas sauf à penser qu'il y a des périodes d'épidémie de paresse, notamment au moment des crises de 1929 et 2008", relève non sans ironie Frédéric Farah et Thomas Porcher.

Une des critiques les plus virulentes des économistes, se porte également sur ce qu'ils pensent être une opération menée par Emmanuel Macron pour décrédibiliser toute forme d'alternative à gauche. Des déclarations comme "toute autre politique est un mirage" ou "le FN est un Syriza à la française" montrent selon eux, que l'ex ministre a une vision binaire du monde: "ouverture vs repli", "pro-européen vs eurosceptique", "nucléaire contre le retour à la bougie". "Ce schéma qui interdit la réflexion est clairement un danger pour la démocratie ", s'inquiètent-ils.

### **"Un élève modèle de Bruxelles, qui suit l'air du temps"**

Sur le bilan du ministre, les deux auteurs ne sont pas plus tendres: "Une pâle copie de ce qui s'est fait quelques années plus tôt en Italie et en Espagne", tranchent-ils. La loi Macron est en effet selon eux un duplicate de la loi italienne Libéralisation et promotion de la concurrence et de la compétitivité, conduite, elle aussi par "un gouvernement dit de gauche", celui de Romano Prodi. Le genre de réforme grégaire dans la droite mouvance d'une Europe libérale qui fait de Macron "un élève modèle de la commission européenne (...)" incapable de faire autrement de suivre l'air du temps".

Enfin, et c'est peut-être le constat la plus acerbe de l'ouvrage, au-delà des critiques sur le diagnostic et les solutions proposées par

Emmanuel Macron. Frédéric Farah et Thomas Porcher lui reprochent surtout de manquer d'une grande vision industrielle pour la France. "Il est incapable d'identifier les voies d'avenir, or la transition énergétique offre des espaces d'innovations à tous les étages", regrette Thomas Porcher. "On aurait aimé qu'il se pose les vraies questions, comme, par exemple, pourquoi nous n'avons pas de géant de la téléphonie mobile en France comme Apple ou Samsung ? Il devrait challenger les chefs d'entreprises et ouvrir des voies, mettre en place un état stratège et des espaces d'innovation".

Un homme sans vision

Or les auteurs regrettent que la grille d'analyse et la vision d'Emmanuel Macron, soit finalement bien trop courte pour être réellement convaincante. "Les problèmes d'une entreprise, quel que soit le secteur, ne peuvent provenir, pour lui, que d'un manque de compétitivité/coût et plus précisément d'un compromis social trop généreux avec le salarié", s'étranglent-ils. "Quel que soit le rôle qu'il sera amené à jouer dans le futur, il est certain qu'il ne sera pas cet homme providentiel offrant à la France un nouvel horizon plus solidaire et écologique", concluent-t-ils.

Voilà un ouvrage qui ne devrait pas aider Emmanuel Macron qui tente en ce moment de se prévaloir de son expertise ministérielle et de son image d'homme politique iconoclaste. Un défaut d'image qui pourrait être d'autant plus problématique que les Français espèrent désespérément trouver des nouveaux visages pour la prochaine élection présidentielle.

\*Frédéric Farah est diplômé de Sciences Po Paris, professeur en classes préparatoires, chargé d'enseignement à l'université de Paris V.

\*Thomas Porcher est docteur en économie de l'université Paris Panthéon-Sorbonne, professeur associé à Paris School of Business. Il est membre des Économistes atterrés.

challenges.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## II) Mélenchon répond à Macron et invite "les fainéants" à manifester les 12 et 23 septembre



Jean-Luc Mélenchon a répliqué vendredi à la promesse d'Emmanuel Macron de réformer la France sans rien céder "aux fainéants". @ JACQUES DEMARTHON / AFP

**Le leader de La France insoumise a répondu vendredi à Emmanuel Macron en invitant les "abrutis, les cyniques et les fainéants" à manifester les 12 et 23 septembre.**

Jean-Luc Mélenchon a répliqué vendredi à la promesse d'Emmanuel Macron de réformer la France sans rien céder "aux fainéants", en appelant à la mobilisation mardi contre la réforme du droit du travail.

À quelques jours du premier mouvement social de son quinquennat, le président s'est engagé à réformer le droit du travail, l'assurance chômage, la politique du logement et des transports "sans brutalité, avec calme, avec explication". "Je serai d'une détermination absolue et je ne céderai rien, ni aux fainéants ni aux cyniques ni aux extrêmes", a-t-il ajouté devant la communauté française d'Athènes. Des propos repris sur Twitter par le leader de La France insoumise, qui les a accompagnés d'une invitation : "Abrutis, cyniques, fainéants, tous dans la rue les 12 et 23 septembre !".



Jean-Luc Mélenchon @JLMelenchon  
Abrutis, cyniques, fainéants, tous dans la rue les 12 et 23 septembre !

**La France insoumise invite à manifester le 23 septembre.** La CGT, la FSU et Solidaires appellent à manifester mardi contre la réforme du

droit du travail présentée la semaine dernière par le gouvernement. La France insoumise invite à faire de même le 23 septembre. Le mot "abruti" fait écho aux termes utilisés fin août par le numéro un de la CGT, Philippe Martinez, qui avait accusé Emmanuel Macron de prendre les Français pour des "imbéciles" qui ne comprenaient pas les bienfaits de la réforme du droit du travail.

**Macron s'était déjà excusé après d'autres commentaires.** Après le début de polémique sur le terme "fainéants", l'entourage d'Emmanuel Macron a déclaré qu'il avait conclu son discours "en rappelant sa détermination à agir face à tous les conservatismes qui ont empêché la France de se réformer". Lorsqu'il était ministre de l'Économie, Emmanuel Macron avait déjà utilisé des expressions perçues comme des provocations. Il s'était notamment excusé devant les députés après des commentaires sur les salariés "illettrés" des abattoirs Gad.

**"La survie du pays est en jeu".** Emmanuel Macron a souligné à Athènes que l'aptitude de la France à convaincre les Européens de réformer la zone euro dépendrait de la capacité du pays à se transformer. "La survie du pays" et sa voix sont en jeu, a-t-il expliqué. "Croyez-vous un instant que nos partenaires européens vont regarder la voie que nous ouvrons si, chez nous, nous ne savons pas changer les choses ?", s'est-il interrogé. "La capacité de la France à se transformer, c'est sa capacité démontrée à transformer l'Europe dans le même temps."

Emmanuel Macron plaide pour une réforme ambitieuse de la zone euro, avec la création d'un budget, d'un ministre des Finances permanent et d'un contrôle démocratique. Il devra, pour y parvenir, convaincre les dirigeants allemands, dont les propositions vont jusqu'à présent bien moins loin et avec lesquels il prévoit d'écrire une feuille de route de réformes européennes d'ici la fin de l'année.

Par Rédaction Europe1.fr avec Reuters



### III) Les fonctionnaires territoriaux, tous fainéants, vraiment?

Claire Edey Gamassou

**Comme les salariés du secteur privé, les agents des collectivités territoriales sont exposés à la souffrance au travail. Ils s'en protègent grâce au sentiment de servir l'intérêt général.**



Photo Domaine public (via Pixabay)

Non, la souffrance au travail n'est pas réservée au secteur privé. Et oui, on peut être salarié d'une collectivité locale et se retrouver en burn-out. Un exemple? Bordeaux Métropole. Plus d'un an après le lancement de la mutualisation des services entre la Métropole de Bordeaux et des communes voisines, un rapport réalisé par un cabinet privé atteste de l'état de fatigue avancé des agents, aussi bien chez les cadres que chez leurs subordonnés. En cause, un changement mené au pas de charge, sans prendre en compte les implications sur le travail des employés –ceux de la direction des ressources humaines comprises.

Les employés de mairie font pourtant rarement parler d'eux, à l'image de la fonction publique territoriale (FPT) dont ils relèvent. Cette catégorie de fonctionnaires regroupe des métiers aussi divers que jardinier, agent d'un service d'état civil, Atsem (aide de l'enseignant) en petite section de maternelle, cantonnier, auxiliaire de puériculture, responsable de production culinaire (pour les cantines) ou encore sapeur-pompier professionnel. Seuls les éboueurs en grève font de temps en temps les gros titres dans les médias.

Les agents territoriaux français sont pourtant exposés, comme les salariés du secteur privé, aux maux du travail. Les travaux menés dans la continuité de ma thèse montrent qu'eux aussi peuvent connaître un niveau élevé de fatigue, l'une des trois composantes du burn-out dans sa définition scientifique —avec le cynisme et la perte d'accomplissement personnel. En dépit de la fameuse «sécurité de l'emploi», le surmenage et les conflits latents avec la hiérarchie ou entre collègues peuvent les pousser à envisager de quitter leur employeur, comme nous l'avons montré dans notre étude publiée en 2014.



Un jardinier aménage minutieusement un parterre, sous un parasol, dans le parc de la Tête d'or à Lyon. JaHoVil/Flickr

Ce qui les fait tenir? Leur motivation pour le service public, un concept étudié depuis un quart de siècle. Ou, dit autrement, leur souci de l'intérêt général. Au regard de mes études, pour certaines menées avec ma collègue de la Haute école d'ingénierie et de gestion du canton de Vaud (Suisse) Céline Desmarais, on est bien loin de l'image de «fainéants», voire de «feignants», qui colle encore à la peau de ces fonctionnaires.

### **Des changements managériaux à chaque élection**

Les agents territoriaux, ce sont près de 2 millions de personnes (soit plus du tiers des fonctionnaires) qui travaillent sous l'égide de plus de 50.000 employeurs, de la petite commune rurale à la région, en lien avec plus de 600.000 élus locaux. De nombreuses sources de difficultés au travail se combinent, à commencer par la double hiérarchie, administrative et politique. La FPT fait actuellement l'objet de restrictions budgétaires et d'une recherche de maîtrise accrue des effectifs. Ses agents sont directement confrontés aux demandes pressantes des publics en difficulté et à la montée des exigences

d'administrés se comportant parfois comme des clients. Ils subissent des changements managériaux avec des élections tous les cinq ou six ans, des réformes voire des restructurations comme la loi Nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et la fusion des régions intervenue le 1er janvier 2016, ou la mutualisation de services intercommunaux.

Dans ce contexte, l'un des facteurs identifiés comme pouvant protéger ces agents de la souffrance au travail est leur motivation pour le service public. Dans la définition proposée en 2005 par la Belge Annie Hondeghem et le Néerlandais Wouter Vandenabeele, chercheurs en management public, il s'agit «d'une conviction, des valeurs et des attitudes qui dépassent l'intérêt personnel ou celui d'une organisation pour prendre en compte l'intérêt d'une entité politique plus vaste et qui induisent (...) une motivation pour tenir une conduite définie.»

Cette notion est étudiée depuis les années 1980 comme générant de la performance et des sentiments positifs par rapport au travail, dans le secteur public. Elle a été développée en réaction à une autre école, dite des choix publics, initiée au début des années 1960 par les économistes américains James Buchanan et Gordon Tullock, qui se focalise, elle, sur les motivations essentiellement financières des individus.

### **Engagement pour l'intérêt public, compassion, abnégation...**

Nos travaux, publiés en 2012 dans la revue Politiques et management publique, ont quantifié pour la première fois les quatre dimensions de la motivation de service public chez des agents des collectivités locales françaises: attraction pour les politiques publiques, engagement pour l'intérêt public, compassion et abnégation. Les scores y sont comparables à ceux de 11 autres pays étudiés et s'échelonnent, pour ces différentes dimensions, entre 6,5 et 8,5 sur 10.

Néanmoins, nous avons identifié une forme de motivation de service public «à la française». En effet, les agents français la vivent avant tout comme un attachement à des questions de principes en faveur de l'intérêt général, plutôt que comme un engagement d'individu à individu. De plus, ils accordent une place centrale à l'État.

Le niveau de cette motivation est aussi élevé chez les agents en position d'exécution que chez les cadres, selon notre étude publiée en 2014 dans la Revue internationale des sciences administratives.

L'une de nos recommandations vis-à-vis du management serait d'ailleurs de s'appuyer plus largement sur le désir d'être utile de leurs collaborateurs, en concevant les tâches de telle sorte que les agents voient davantage le résultat de leur travail sur les clients et les usagers.

### **Pas de rempart absolu contre la fatigue**

Néanmoins, la motivation de service public n'est ni une garantie de bien-être, ni un rempart absolu contre la fatigue.

Dans une étude en attente de publication, mais dont les analyses sont disponibles en ligne, nous avons mis en évidence des liens significatifs entre le niveau de fatigue et la surcharge de travail, les contraintes et les conflits latents mesurés dix-huit mois plus tôt. De façon surprenante, nous avons notamment observé qu'une surcharge de travail tend... à diminuer la fatigue, quand elle est accompagnée d'un soutien du supérieur.

Un autre facteur est associé à une diminution de la fatigue: un bon niveau de communication avec les élus et une communication de visu avec les collègues et les supérieurs. Cela apparaît dans une autre étude que j'ai menée en 2013 pour l'Observatoire social territorial de la mutuelle nationale territoriale.

### **Les exécutants plus exposés à la fatigue que les cadres**

Par ailleurs, les exécutants (catégorie C) présentent des niveaux significativement plus élevés de fatigue que les cadres (catégorie A). Ces derniers, en revanche, sont proportionnellement plus nombreux à envisager de quitter la collectivité qui les emploie. Ces résultats traduisent une situation inégale entre ces deux catégories.

Les subordonnés sont plus exposés aux facteurs de risques psychosociaux comme la charge de travail, l'absence ou le manque d'autonomie, ou encore la violence de la part du public. Les cadres, détenant plus de diplômes, bénéficient eux d'opportunités de mobilité plus nombreuses.

À Bordeaux Métropole, ils seraient plus nombreux à avoir considéré utile de répondre au questionnaire sur leur état de santé adressé par le cabinet privé.

À l'issue de cette plongée dans une fonction publique mal connue, nous mesurons à quel point le sentiment de rendre service à la population peut se révéler fort chez les agents territoriaux. Un directeur des services techniques opérationnels d'une commune de montagne utilisant des chasse-neige le souligne dans notre enquête de 2014. «L'hiver, les agents attendent la neige avec impatience, c'est incroyable, souligne-t-il. Là ils se sentent vraiment utiles!» La reconnaissance témoignée par les usagers, visible dans des enquêtes qualitatives comme celle-ci, mériterait d'être étudiée aussi dans des enquêtes quantitatives.

### **«Pas trop froid, assise à rien faire?»**

L'image de fonctionnaires cherchant à en faire le moins possible aurait-elle vécu? Les Français témoignent d'un grand attachement aux services de proximité, comme le montre l'enquête IFOP pour la MNT et SMACL Assurances réalisée en mars 2017. Et ont globalement une bonne opinion des fonctionnaires territoriaux.

Pourtant, certains médias et responsables politiques continuent à véhiculer de tels préjugés, qui peuvent générer un sentiment de lassitude chez les agents territoriaux. Une employée de mairie en zone rurale nous avait ainsi livré un témoignage édifiant. Un administré lui avait lancé cette remarque purement gratuite: «En hiver, vous n'avez pas trop froid, assise à rien faire?» Une politique adaptée de gestion des ressources humaines devrait veiller à encourager la reconnaissance du travail accompli de la part de l'encadrement mais aussi du public.

Ainsi, plusieurs leviers peuvent être actionnés efficacement pour prévenir la fatigue chez les fonctionnaires territoriaux, dont les effets ne sauraient être compensés par leur motivation personnelle pour le service public. Cela vaut dans une période de bouleversement majeur, comme à Bordeaux Métropole, mais aussi le reste du temps, quelle que soit la collectivité locale.

*La version originale de cet article a été publiée sur The Conversation.*

## IV) Budget 2017 : la vérité sur l'ultime trahison de Hollande par Macron



Par Emmanuel Lévy

**Emmanuel Macron et son Premier ministre Edouard Philippe ont sciemment chargé la barque du budget 2017 élaboré sous François Hollande. Et pourtant, cinq ans auparavant, le président de l'époque avait choisi d'épargner Nicolas Sarkozy, suivant en cela les conseils d'un certain... Emmanuel Macron !**

C'est devenu un rituel : l'alternance politique rime avec audit des comptes publics. Après tout, n'est-il pas normal pour le nouveau pouvoir de s'assurer de l'héritage dont il dispose ? La mode de confier cette tâche à la Cour des comptes\* avait été lancée par François Hollande lui-même en 2012. L'exercice semblait de pure forme jusqu'à ce qu'en juin dernier Didier Migaud, premier président de la cour, insiste sur les « éléments d'insincérité » de la loi de finances 2017 dans la présentation du travail de son institution. Un terme à la limite de l'injure car si, comme il l'affirme, le budget était « insincère » dans sa structure, il devrait être tout simplement annulé par le Conseil constitutionnel... Ce qui n'est pas le cas. D'où la fureur des socialistes qui estiment qu'ils ont couvert les 8 milliards de trou découverts par la Cour des comptes en laissant une réserve de précaution de 13 milliards. Mais, surtout, les proches de Hollande font une lecture

politique de l'audit de 2017 en revenant sur celui de 2012.

« En 2012, quand nous avons commandé l'audit à la Cour des comptes, deux positions s'opposaient. Ceux qui voulaient obtenir un tableau calamiteux de la situation héritée et l'utiliser politiquement, et les autres. Nous étions en pleine tourmente et en pleine négociation internationale. Faire apparaître un signal négatif, du type insincérité des comptes publics français, comme le faire grossir en l'utilisant politiquement aurait pu coûter cher aux pays de la zone euro attaqués, comme le Portugal, la Grèce ou l'Espagne. Et même à la France. J'étais d'accord avec cette position de François Hollande, conseillé alors par Emmanuel Macron. Et je reste convaincu que nous avons bien fait. Outre les signaux qui lui ont été envoyés, la Cour des comptes, elle-même, a dû être sensible à cette problématique quand elle a rendu son rapport. » Voilà comment Michel Sapin, ancien ministre de l'Economie et des Finances (et du Travail en 2012), explique à Marianne ce qu'il n'avait encore jamais dit. Pas même devant les députés de la commission des Finances qui l'avaient convoqué pour explication le 12 juillet dernier et à qui il avait seulement lâché, laconique : « Nous pourrions parler de l'héritage que nous avons trouvé en 2012, même si nous n'avons pas exactement utilisé, à l'époque, l'audit comme il est utilisé aujourd'hui. Certains nous le reprochent, mais je pense que nous n'avons pas à le faire. »

***J'étais d'accord avec cette position de François Hollande, conseillé alors par Emmanuel Macron.***

Michel Sapinex-ministre des Finances

### **La trahison de trop d'Emmanuel Macron**

Utiliser l'audit comme il l'a fait, alors qu'il était parfaitement au courant du choix de 2012 de l'Elysée où il officiait comme conseiller économique, est sans doute pour les hollandais la trahison de trop d'Emmanuel Macron. Un mélange de trahison et d'injustice. C'est en tout cas ce sentiment qui se lit dans les yeux de Michel Sapin, ministre de François Hollande et ami on ne peut plus proche. Car, désormais, le président Macron joue bien différemment de l'audit des finances publiques, jouant, en même temps que

son Premier ministre, Edouard Philippe, avec le catastrophisme au motif qu'il manquerait 8 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat. Huit milliards ? Un chiffre qui apparaît évidemment monstrueux au commun des mortels. Une situation pourtant largement similaire avec celle constatée lors de l'audit des comptes, en 2012, après le quinquennat de Nicolas Sarkozy. A ceci près que le rapport de l'institution présidée par Didier Migaud évoquait alors une fourchette de 6 à 10 milliards d'euros, et que l'écart se trouvait côté recettes, quand aujourd'hui ce sont les dépenses qui auraient été sous-estimées.

Mais alors que les conditions quantitatives et qualitatives étaient identiques à celles de 2017, pourquoi, en 2012, la Cour des comptes n'a-t-elle pas utilisé le mot infamant d'« insincérité » ? La clé de ce mystère, Michel Sapin la donne donc aujourd'hui. Un des anciens conseillers de Bercy et qui, accessoirement, connaît son monde à la Cour des comptes, confirme d'ailleurs l'explication en off. « Dans sa commande d'audit, le gouvernement de 2017 a clairement donné le ton : il fallait charger la barque. Pas besoin de beaucoup pousser la Rue Cambon pour trouver à redire sur les comptes de l'Etat. En 2012, il y a eu un débat sur le signal à envoyer à la Cour des comptes : charger ou pas. En 2012, à Matignon, Jean-Marc Ayrault voulait appliquer ce qu'Edouard Philippe fait aujourd'hui : faire peser sur la précédente mandature ses propres difficultés à venir. Mais, à l'Elysée, c'est une autre option qui a été retenue, notamment sous l'influence d'Emmanuel Macron, arguant qu'il fallait y aller mollo. Nous sommes en effet en pleine crise grecque, toutes les dettes d'Etat sont l'objet d'intenses spéculations. Selon les tenants de l'option "pas de polémique", obtenir de la Cour des comptes un audit concluant à l'insincérité et déclencher un combat politique sur le sujet aurait affaibli la France. »

### ***Le gouvernement de 2017 a clairement donné le ton : il fallait charger la barque.***

Un ancien conseiller de Bercy

Cette (re) lecture de l'histoire, François Ecale ne la partage cependant pas. Pour ce magistrat qui fait partie de la petite équipe chargée de l'audit de 2012, aujourd'hui administrateur du site Fipeco, « le contexte international aurait pu jouer dans l'autre sens en incitant la cour à être plus dure

pour pousser plus fortement le gouvernement à revenir à 3% du PIB en 2013, mais il n'a pas joué. Le gouvernement Ayrault a beaucoup utilisé l'audit pour justifier les mesures fiscales et je ne partage pas l'opinion selon laquelle il ne l'aurait pas assez utilisé. » Rien à voir cependant avec le pilonnage en règle déclenché à la suite de l'audit de la Cour de compte par le gouvernement d'Edouard Philippe.

Faute de munitions et de volonté de le faire ? Quoi qu'il en soit, malgré les 6 à 10 milliards d'euros identifiés comme manquants par l'audit de 2012, les conclusions sur le mode mezza voce de la Rue Cambon furent au contraire exploitées par la droite. Jean-François Copé pouvait prétendre que le rapport donnait « quitus de la bonne gestion » sous Nicolas Sarkozy.

### **Les lettres de mission envoyées par les Premiers ministres différents**

Et, de fait, à cinq années d'intervalle, les lettres de mission envoyées au premier président Didier Migaud par les Premiers ministres différents. Pas seulement dans leur longueur, la première étant deux fois plus longue que la seconde. Mais aussi dans la formulation, et donc les objectifs recherchés.

Quand Jean-Marc Ayrault fixait comme objectif « d'évaluer la situation actuelle des comptes publics et les risques qui pèsent aujourd'hui sur la réalisation des objectifs de finances publiques pour 2012 et 2013 », Edouard Philippe va plus loin et insiste sur l'urgence.

L'actuel locataire de Matignon demande à « être éclairé sur les engagements précédemment pris et qui commenceraient à peser sur les finances publiques à compter des semaines et mois à venir ». Mieux : il ouvre grand les bras aux options de réformes portées par la cour en l'invitant « à formuler ses principales propositions ».

Une invite à laquelle l'institution a été particulièrement sensible et a répondu en désignant en particulier la politique du logement comme étant la dépense à couper en priorité. Mais, malgré ses commentaires, en ne déclarant pas le budget comme juridiquement insincère, la cour évite au gouvernement Philippe de présenter une loi de finances rectificative l'obligeant à justifier ses choix devant le Parlement.

Presque deux mois après la polémique, Michel Sapin semble avoir retrouvé le sourire en

regardant la courbe de popularité de l'actuel président. En entamant son quinquennat sur des questions budgétaires et en chargeant l'équipe précédente grâce à l'audit de la Cour des comptes, Emmanuel Macron ne semble pas avoir été si bien inspiré.

\*En 1997, Lionel Jospin avait confié cette tâche à deux magistrats



## V) Irma: Mélenchon pour une commission d'enquête parlementaire



Le leader de la France Insoumise Jean-Luc Mélenchon à Marseille, le 27 août 2017 © BERTRAND LANGLOIS / AFP/Archives

Le chef de file de la France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a prôné dimanche une commission d'enquête parlementaire sur la gestion de l'Etat en amont du passage d'Irma à Saint-Martin et Saint-Barthélemy, mais aussi "plus de solidarité" internationale dans les zones confrontées aux ouragans.

Il a jugé urgent de "bien réfléchir et de bien comprendre que le changement climatique est commencé", lors de l'émission "Dimanche en politique" sur France 3. "Des événements climatiques extrêmes vont se multiplier, notamment sur tous les territoires insulaires français. Il faut réfléchir sérieusement à ce qui vient de nous arriver, pas jeter des pierres, des gens sont en train de se dévouer", a-t-il ajouté.

Et "je proposerai qu'on fasse une commission d'enquête parlementaire pour savoir si l'on a prépositionné des forces militaires et civiles en nombre suffisant, alors qu'on savait que l'ouragan arrivait", a déclaré le député LFI des Bouches-du-Rhône.

Face aux ouragans dans cette région du monde, M. Mélenchon a également trouvé nécessaire d'identifier "les mesures que l'on peut apprendre de l'expérience que les autres ont, je pense en particulier à Cuba, qui a une très grande expérience, mais également à la Martinique et la Guadeloupe, qui savent faire".

Il s'est encore interrogé sur "les organisations de coopération dans les Caraïbes qui permettraient d'y faire face tous ensemble". "Peut-être qu'on devrait mettre des moyens en commun. La France est une grande puissance et réparera tout, mais si cela ne sera pas construit comme avant, mais il y a plein de petites îles dont personne ne va s'occuper", selon le leader des Insoumis.

Comme on lui faisait remarquer qu'Emmanuel Macron se voulait en pointe sur la défense de l'accord de Paris sur le climat, M. Mélenchon a répondu: "Tant mieux s'il se veut en pointe, mais il ne l'est guère lorsqu'il a accepté par exemple que l'accord de libre-échange avec le Canada (Ceta) -dont la commission d'enquête française a établi qu'il va aggraver les conditions climatiques (...)- s'applique alors qu'il n'a été voté par personne".

Lançant qu'"il faut arrêter de tout utiliser pour sa propagande ou sa com", il a souligné que "le changement climatique est un événement majeur dans l'histoire de la civilisation humaine". "Tout le monde est au pied du mur, chacun pour soi ou tous ensemble. Chacun pour soi, le marché, le capitalisme, M. Macron, tous ensemble la solidarité, la France insoumise", a plaidé l'ancien candidat à la présidentielle.

Auteur : Par AFP



**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)